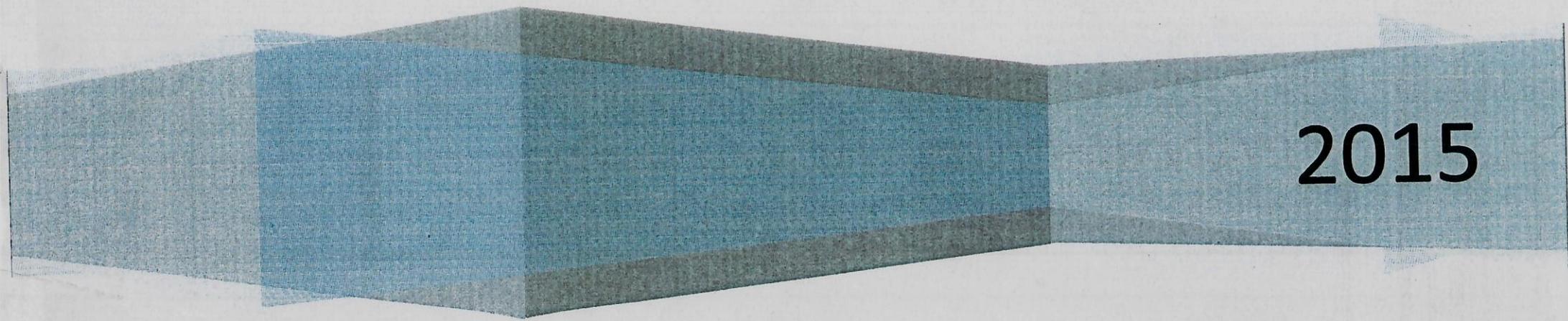


710

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE LA MATRICE DE L'ACAB

ETAT D'AVANCEMENT AU 2^{ème} TRIMESTRE



2015

APPRECIATION GLOBALE

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | Indicateur/Preuve | Responsable | PTF | Commentaires |
|-----------------------|---|---|--|---------------|---------------|------------------------------------|------------------|-------|---|
| | | Mesures et actions | Réalisations Trimestre 2 | Prév. Trim. 3 | Prév. Trim. 4 | | | | |
| Cadre macroéconomique | Stabiliser le Cadre macroéconomique | Appréciation positive de la stabilité du cadre macroéconomique (notamment sur la base des analyses et travaux du FMI) | Les derniers résultats Issus du cadrage macroéconomique arrêté en collaboration avec le FMI (déc. 2014) font ressortir pour 2015 : (i) un taux de croissance du PIB réel de 5,4% (contre 4,7% en 2014), (ii) un déficit public estimé à 4,5% du PIB versus 5,0% en 2014), (iii) un déficit du compte courant de 8,0% (contre 8,8% en 2014) (iv) et un taux d'inflation <3% (contre -1,1% en 2014). | | | Revue ISPE concluante | DPEE/DGPPE/MEFP | FMI | L'ISPE a été signé en Juin 2015. |
| | Suivre et évaluer la mise en œuvre de la politique économique et sociale | Appréciation positive de la mise en œuvre du PSE (sur la base d'une revue annuelle conjointe du PSE) | Le Conseil présidentiel portant sur l'évaluation de la première année de mise en œuvre du PSE s'est tenu le 07 Avril 2015, au CICAD, avec toutes les catégories d'acteurs. Sur Instruction du PR, le décret n°2015-679 du 26/05/2015, portant création d'un Cadre harmonisé de suivi-évaluation des politiques publiques (CASE) a été pris pour développer et coordonner tous les mécanismes et instruments de l'Etat en matière de suivi-évaluation des politiques publiques. Ce texte fixe les rôles et responsabilités entre le Ministère chargé du PSE, le BOSS, le BOM et le MEFP (DGPPE et DGF) dans le comité de préparation des revues. | | | RAC multi acteurs réalisée | UCSPE/DGPPE/MEFP | BM-UE | La revue 2015 relative à la situation de l'année 2014 a porté sur quelques secteurs et les réformes de l'environnement des affaires. Une revue plus exhaustive pourrait être envisagée en Juillet 2015. |
| | Renforcer la Gestion des finances publiques | Appréciation positive de la mise en œuvre des réformes budgétaires et financières (sur la base de la revue conjointe du CCHS) | La prochaine revue conjointe du CCHS est programmée pour le mois de Juin 2015. La Réunion du CCHS s'est tenue le vendredi 26 juin 2015 sous la présidence du SG/MEFP. L'avis général des PTF est positif. | | | Revue conjointe du CCHS concluante | PCRBF/MEFP | UE-BM | Les réunions du CCHS sont prévues en juin et décembre 2015. |

AXE 1: TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE ET CROISSANCE

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | Indicateur/Preuve | Responsable | PTF | Commentaires |
|---------------------|--|--|---|---------------|---------------|--|---------------------------------|-----|---|
| | | Mesures et actions | Réalisations Trimestre 2 | Prév. Trim. 3 | Prév. Trim. 4 | | | | |
| Agriculture | Assurer un environnement propice à l'investissement agricole | Adoption d'une nouvelle plateforme numérique pour la distribution des intrants agricoles subventionnés | Codification hivernale : 684 512 producteurs codifiés sur un objectif de 705 000 (97%) Démarrage de la Codification de 300 000 producteurs maraichers pour l'atteinte de l'objectif d'un million de producteurs Circulaire ministériel exigeant l'utilisation de la plateforme pour la prochaine campagne agricole | | | Taux d'utilisation de la plateforme de distribution des intrants agricoles subventionnés | MAER | BM | |
| | | Autorisation par le MEFP des contrats pluriannuels entre la SAED et des opérateurs privés pour la maintenance des ouvrages hydrauliques, et lancement de l'appel d'offres | Autorisation du MEFP et copie de l'appel d'offres | | | Nombre de contrats pluriannuels entre la SAED et les opérateurs de maintenance d'ouvrages hydrauliques | MAER/En charge de l'hydraulique | BM | |
| Climat des affaires | Améliorer l'environnement des affaires | Amélioration des indicateurs du Doing Business dans le domaine de l'accès à l'électricité (temps et nombre de procédures) et enregistrement de propriété (temps et coût) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place Guichet Unique de raccordement à l'électricité des PME, ➤ Valeur de l'avance sur consommation est réduite de moitié | La PME est branchée au réseau électrique au plus en 60 jours après le dépôt de sa demande au Guichet Unique (Centre Grands comptes sis à Sacré-Cœur 3). Le coût d'installation d'un poste électrique pour 140 Kva est estimé autour de 9 millions F CFA pour les branchements aériens alors qu'il est d'environ 17 millions de FCFA pour les branchements souterrains. Baisse de moitié de la valeur de l'avance sur consommation (chiffre à préciser) et des délais de raccordement à l'électricité (chiffre à préciser) | | | Classement du Sénégal dans le Doing Business 2015/2016 | SENELEC et APIX | BM | Diminution du nombre d'étapes à 4 au lieu de 8 avec la pleine fonctionnalité du Guichet Unique de raccordement à l'électricité des PME. |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | Indicateur/Preuve | Responsable | PTF | Commentaires |
|-------------------|-------------------------|--|---|---------------|---------------|--|---|-----|---|
| | | Mesures et actions | Réalisations Trimestre 2 | Prév. Trim. 3 | Prév. Trim. 4 | | | | |
| | | <p>Amélioration de la procédure de propriété (temps et coût) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Baisse des droits d'enregistrement de 10 à 8% ➤ Procédure fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière pleinement fonctionnelle à Dakar au niveau des Conservations foncières | <p>Le taux de transfert de propriété est ramené à 5% (<8%) avec la révision du Code général des impôts et domaines en mars 2015 après la baisse de 15 à 10% déjà intervenue en 2013 pour accompagner le développement des entreprises.</p> <p>Les délais de mutation pour les opérations d'acquisition et de vente de biens immobiliers correspondent à 40 jours au plus et à 30 jours (du notaire à l'inscription au livre foncier).</p> <p>Procédure fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière pleinement fonctionnelle dans toutes les conservations foncières.</p> | | | <p>Coût moyen du transfert de propriété : 5%<8%</p> <p>Durée moyenne du transfert de propriété</p> <p>Niveau d'intégration des procédures d'enregistrement et de fusion</p> | APIX | | Mesure sur la baisse des droits d'enregistrement totalement respectée |
| | | Encadrement des coûts fixés par les Municipalités | Baisse des coûts de 7% du PIB/tête à 6% | | | Niveau d'encadrement des coûts fixés par les Municipalités | DGID et APIX | | |
| | | Suppression du capital Minimum et des droits de timbre | La Loi 2015-07 du 19 avril 2015 consacre la suppression du capital minimum au Sénégal. La loi 2015-06 du 23 mars 2015 consacre la suppression des droits de timbre pour la création d'entreprise. | | | Date de suppression totale du capital minimum (19 Avril 2015) et des droits de timbre (23 mars 2015) pour la création d'entreprise | APIX | | Mesure totalement respectée |
| | | Adaptation de TELEDAC à l'Acte 3 de la Décentralisation et amélioration du système informatique | Taux d'utilisation de TELEDAC de 7% à 50% et délivrance de 70% des Permis de construire dans les délais de 40 jours pour les entreprises. | | | Taux de conformité de TELEDAC à l'Acte 3 de la Décentralisation | ADIE, APIX Urbanisme, Collectivité locale, DGID | | |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | Indicateur/Preuve | Responsable | PTF | Commentaires |
|-------------------|-------------------------|--|--|---------------|---------------|---|-------------|-----|--------------|
| | | Mesures et actions | Réalisations Trimestre 2 | Prév. Trim. 3 | Prév. Trim. 4 | | | | |
| | | Réalisation de l'étude sur la rationalisation des différents fonds d'appui au développement des initiatives privées | Cette mesure pouvant être prise en compte dans le cadre de l'étude relative à la rationalisation du dispositif d'appui au Secteur privé, la DASP propose de la remplacer par l'étude sur l'élargissement et l'actualisation des créneaux porteurs qui en est à la phase de présélection du consultant. | | | Validation de l'étude sur la rationalisation des différents fonds d'appui au développement des initiatives privées | DASP | | |
| | | Rationalisation des dispositifs d'accompagnement des MPE et PME à l'échelle nationale et locale | La mise en œuvre du Plan d'actions commun sur la rationalisation des dispositifs d'encadrement des MPME est contingentée par : - la réalisation d'une évaluation <i>a priori</i> de l'impact probable de la mise en œuvre des actions sur les PME et MPME (Directive primatorale) - et l'adoption de la <i>Loi sur la modernisation et le développement des PME</i> , en cours de validation. | | | Adoption de la Loi sur la modernisation et le développement des PME | CEPOD-DPME | | |
| | | Finalisation de l'étude sur la mise en place d'une caisse des marchés et proposition d'un plan de mise en œuvre des recommandations | Faisant suite à la finalisation du processus de sélection ayant permis de retenir le cabinet Performances Management Consulting , la réunion de cadrage de l'étude s'est tenue le 6 mai 2015 à la CDC, en présence des membres du comité de suivi de l'étude. | | | Disponibilité de l'étude portant sur la mise en place d'une caisse des marchés avec un plan d'actions opérationnel | CDC/DASP | | |
| | | Application du nouveau statut de « l'entrepreneur » adopté par l'OHADA à travers l'élaboration de deux projets de loi sur le statut fiscal de l'entrepreneur et le statut social de l'entrepreneur | Un comité de pilotage, chargé d'étudier l'opérationnalisation de cette mesure, a été mis en place. A ce titre, il a déjà élaboré les premiers projets de textes devant régir le statut social, le statut fiscal et le Guichet unique pour le paiement des redevances et des cotisations sociales. Les avant-projets de texte ont été finalisés les 16 et 17 août 2014. Ils seront transmis aux autorités pour adoption après la tenue d'un atelier de validation. Les projets de textes ont été validés et transmis au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG). | | | Adoption de la loi sur le statut fiscal de l'entrepreneur et celle relative au statut social de l'entrepreneur assorties de leurs décrets d'application | APIX/DASP | | |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | Indicateur/Preuve | Responsable | PTF | Commentaires |
|-------------------|---|--|---|---------------|---------------|--|----------------------------------|-----|--------------|
| | | Mesures et actions | Réalisations Trimestre 2 | Prév. Trim. 3 | Prév. Trim. 4 | | | | |
| | | Mise en œuvre du Code de Gouvernance des Entreprises adopté en décembre 2011 | Des correspondances ont été adressées aux entreprises concernées en Avril 2015 (secteur public et para public) aux fins de recueillir l'état de mise en œuvre du code pour les besoins du rapport de 2014. L'ISA est en train d'être saisi pour ce qui concerne les entreprises privées. | | | Niveau de mise en œuvre des directives du Code de gouvernance des entreprises | DASP et DSP en relation avec ISA | | |
| | | Adoption d'une nouvelle loi portant sur la réforme foncière | Loi qui sera votée par l'Assemblée Nationale au plus tard, en décembre 2015. La Commission nationale « Réforme Foncière » a organisé une mission circulaire ayant permis de silloner les régions de l'intérieure pour partager avec les différents acteurs les résultats préliminaires des travaux en vue de recueillir leurs préoccupations, craintes. | | | Adoption de la Nouvelle Loi portant sur la réforme foncière avec ses décrets d'application | CNRF/Présidence | | |
| Energie | Promouvoir le secteur de l'Energie | Définition des primes et pénalités prévues dans le contrat de performance de la SENELEC | Avenant signé | | | Validation du document portant primes et pénalités en matière d'usage de l'électricité | MEDER et MEFP | BM | |
| | | Mise en œuvre du plan de restructuration financière approuvé en 2012, par la régularisation des dettes croisées. | Avenant signé, et procès-verbal du Conseil de SENELEC disponible. | | | Taux de mise en œuvre du plan de restructuration financière de SENELEC | Ministère de l'Energie et MEFP | | |
| | | Adoption du Code de l'Energie | Le projet de loi est disponible, le SGG l'a transmis aux différents ministères pour recueillir leurs observations avant la convocation du Comité technique de validation. | | | Adoption du Nouveau Code de l'énergie | MEDER et AN | BM | |
| Mines | Améliorer la transparence dans le secteur des mines | Publication du rapport annuel sur le secteur des mines | Le rapport sur le secteur minier national a fait l'objet d'un colloque initié par le MDES, le 17 Avril 2015 (15e rang mondial des producteurs de phosphates en 2012 ; 13e producteur d'or sur 50 pays en Afrique [unique mine à ciel ouvert de grande envergure exploitée d'environ 3 millions d'onces, | | | Existence d'un Rapport annuel publié sur le secteur des mines | Ministère en charge des mines | | |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | Indicateur/Preuve | Responsable | PTF | Commentaires |
|-------------------|-------------------------|--|--|---------------|---------------|---------------------------------|-------------------------------|-----|--------------|
| | | Mesures et actions | Réalisations Trimestre 2 | Prév. Trim. 3 | Prév. Trim. 4 | | | | |
| | | | 9 tonnes d'or à l'état brut exportées en 2013 (12%); 85 000 tonnes de zircon et 575 000 tonnes d'ilménite sur une durée d'au moins 20 ans pour couvrir 7% de la production mondiale de zircon avec les premiers traitements produisant environ 11 000 tonnes d'ilménite et exportant 30 000 tonnes de produits transformés; capacité d'extraction annuelle entre 12 et 15 millions de tonnes de minerai. | | | | | | |
| | | Actualisation du cadre législatif et réglementaire | Le Nouveau Code minier en cours de finalisation | | | Adoption du Nouveau Code minier | Ministère en charge des mines | | |

AXE2: CAPITAL HUMAIN, PROTECTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | |
|---|---|---|---|-------------|---|
| | | Mesures | Indicateurs de résultat/Preuves | Responsable | Commentaires |
| Education | Améliorer la transparence et l'efficacité dans la gestion du personnel de l'éducation | Connexion entre MIRADOR et les bases de données de la Fonction publique et des finances | Décret sur le fichier unique est signé. « Screenshot » sont extraits des logiciels. Tests de connexion ont été effectués entre les deux systèmes | MEN | Formation des acteurs de tous les niveaux du système et la réalisation d'une campagne d'inscription dont le taux est de 88,2% au 31 mars 2015 |
| | | Mise en œuvre du plan d'actions des recommandations issues de l'audit du fichier du personnel du secteur de l'éducation | | MEN | Application des normes définies assujettie à la signature du décret portant organigramme du Ministère de l'éducation |
| | | Mise en œuvre des recommandations pour la mise en œuvre du plan de recrutement 2015/16 pour l'éducation | Procès-verbaux de la réunion de la Commission et Décisions du PM | | |
| | Finaliser et valider la Politique du Manuel scolaire | Mise en œuvre de la politique du manuel scolaire | Le document de la nouvelle politique nationale du manuel scolaire et du matériel didactique a été signé par le ministre de l'éducation nationale et a été partagé avec les acteurs. 1762614 manuels prévus en 2015 pour la deuxième étape (CE1 et CE2) soit trois livres par élève et des guides pour l'enseignant pour un montant de 2 232 000 000 FCFA Dans le cadre du partenariat avec la Corée du Sud une imprimerie est mise en place pour améliorer la production des supports didactiques | MEN | |
| Promouvoir la déconcentration de la gestion du secteur de l'éducation | Déconcentration de la gestion du secteur de l'éducation | Signature de contrats de performances entre les IA et IEF (100%). Par ailleurs 8004 directeurs d'écoles élémentaires ont signé des contrats de | MEN | | |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | Responsable | Commentaires |
|-------------------|---|--|--|-------------|--------------|
| | | Mesures | Indicateurs de résultat/Preuves | | |
| | | | performance avec les IEF. Des revues décentralisées ont été organisées dans les pôles régionaux avec la participation des partenaires techniques et financiers | | |
| | Améliorer la gestion budgétaire et financière du secteur de l'Éducation | Alignement des budgets des ministères du secteur au PAQUET | Meilleure maîtrise de la masse salariale qui a permis une augmentation du budget d'investissement dans le secteur. Le budget des trois ministères qui sont dans le paquet est articulé au aux trois composantes du paquet. Le budget du PTA MEN 2015 s'élève à 418 370 635 937 FCFA dont la composante accès équitable représente 70%, la composante gouvernance transparente 18% et la qualité améliorée 12% . Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur la qualité améliorée représente 78%, accès équitable 20% et gouvernance transparente 2%. | MEN | |
| | Assurer une vérification régulière de la performance financière et de gestion du ministère de l'éducation | Suivi du plan d'action de mise en œuvre des recommandations des vérifications réalisées dans le ministère | | MEN | |
| | Renforcer la gestion de la passation des marchés dans les ministères du secteur de l'Éducation | Suivi du plan d'action de renforcement de la gestion de la passation des marchés publics dans les ministères du secteur de l'éducation | | MEN / MESR | |
| | Améliorer la mise en œuvre du PDEF/PAQUET | Appréciation de l'évolution des indicateurs du PDEF/PAQUET | Un partage sur l'évolution des 15 indicateurs du paquet a été fait lors de la revue annuelle du PAQUET. Matrice de performance des 15 indicateurs disponible | MEN | |
| | | Renforcement de la qualité de l'éducation par des subventions aux écoles élémentaires publiques | 8004 écoles élémentaires publiques, 59 IEF et 16 IA ont été dotées de ressources budgétaires comme subvention du PAQEEB. | MEN | |
| | | Renforcement de la qualité de l'éducation par des allocations de ressources additionnelles aux IA et IEF | Par rapport à 2014 les ressources allouées ont connu une baisse. Publication effective dans le site du MEN des montants alloués aux différentes | MEN | |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | |
|------------------------|--|---|--|-------------|--|
| | | Mesures | Indicateurs de résultat/Preuves | Responsable | Commentaires |
| | | | structures (IA, IEF, Ecoles) | | |
| | | Signature des 100 contrats d'amélioration de la qualité (CAQ) des enseignements apprentissages avec les boroom daara | Cadre juridique et réglementaire du projet est partagé ; DAO pour la construction de 64 daaras modernes sont transmis à la DCMP pour avis, Les 100 daaras ont été sélectionnés et les ressources transférées au IA | MEN | Perspectives pour le reste de l'année : <ul style="list-style-type: none"> - La signature des CDP ; - Le lancement des travaux de construction en octobre 2015 ; - Le démarrage de la mise à l'essai des curriculums ; - Finalisation et adoption du cadre réglementaire et législatif |
| Enseignement supérieur | Améliorer la surveillance, la transparence et l'efficacité des universités publiques | Préparation du budget 2015 avec un accord entre le MEF et l'Éducation sur les prévisions de recrutement pour la prise en compte de leur incidence à moyen terme sur le budget | | DGES/ME | |
| | | Mise en œuvre de nouveaux critères d'allocation des bourses aux étudiants. | | MESR | |
| Santé | Améliorer l'efficacité des hôpitaux | Finalisation de l'Évaluation des 6 contrats de performance existants | Poursuite des financements en cours pour les hôpitaux de HEAR, St Louis Evaluation à mi parcours des contrats de performance de seconde génération. | MSAS | |
| | | Signature de contrats de performance avec 5 autres nouveaux hôpitaux publics | 5 contrats signés | MSAS | |
| | | Adoption d'un nouveau décret sur le régime financier des hôpitaux | Décret signé | MSAS | |

| Secteurs/domaines | Objectifs à moyen terme | 2015 | | | |
|-------------------|--|--|---|-------------|--|
| | | Mesures | Indicateurs de résultat/Preuves | Responsable | Commentaires |
| | | Elaboration des PTA au niveau des EPS intégrant la GAR | Elaboration d'une Bibliothèque d'extrants commune aux EPS définie Mise à niveau des Points focaux des EPS sur la base de ce PTA prévue | MSAS | |
| | | Appréciation des performances du secteur de la Santé | Revue annuelle de la Santé tenue les 21 et 22 avril 2015 Rapport et Compte rendu disponible | MSAS | |
| Environnement | Réduire les Superficies (ha) ravagées annuellement par les feux de brousse | Amélioration du Système de suivi satellitaire (isole les feux contrôlés) | | MEDD | |
| | | Mise en œuvre du Plan d'action forestier du Sénégal (contenant une analyse sur le lien entre actions contre les feux et diminution de la perte de biomasse.) | | MEDD | Mesure réalisée en 2014 |
| | Augmenter les superficies de mangroves plantées (ha) | Reboisement des superficies de mangrove | | MEDD | |
| | | Adoption d'un Système de suivi des mangroves | | MEDD | Cette mesure a été atteinte en 2014 |
| | Augmenter le nombre d'aires marines protégées nouvellement créées et améliorer leur gestion | Adoption de 2 nouveaux plans de gestion | Deux projets de décrets de création d'AMP sont soumis au Secrétariat Général du Gouvernement | MEDD | |
| | Améliorer les procédures de passation de marchés dans le secteur de l'Environnement | Elaboration et mise en œuvre du plan d'actions des recommandations de l'audit du système de gestion des marchés | | MEDD | |
| | Effectuer des Contrôles techniques sur l'observation des règlements par les établissements classés | Contrôle de 70% des EC de 1ère classe et mise en œuvre des plans d'action pour promouvoir le respect des normes. | | MEDD | |
| | Prendre des Mesures contre les sacs en plastique | Adoption du Décret portant sur les grades de sacs plastiques admis au Sénégal | | MEDD | La loi est adoptée en 2015 une campagne de sensibilisation est en cours de réalisation avant son entrée en vigueur |

AXE3: GOUVERNANCE, INSTITUTIONS, PAIX ET SECURITE

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|--|--|--|--|---------|---------|---|---------------------------------|-----------------|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| Gouvernance et lutte contre la corruption | | | | | | | | | |
| Renforcer la gouvernance et la lutte contre la corruption | Exécution de la loi sur la déclaration de patrimoine : approbation des textes d'application nécessaires | | | | | Loi 2014-17 du 02/04/14 sur la déclaration de patrimoine (DP) Décret 2014-1463 du 12/11/14 fixant la liste des personnes assujetties à la DP | OFNAC | Banque Mondiale | |
| | Exécution de la loi sur la déclaration de patrimoine : La remise des déclarations par les ministres avec portefeuille. | | Soumission par toutes les personnes assujetties | | | lettre du Président de l'OFNAC précisant que tous les ministres avec portefeuille ont soumis leurs déclarations. | OFNAC | Banque Mondiale | |
| | Allocation à l'OFNAC des moyens financiers, humains, et matériels nécessaires à l'exercice de ses missions | Commissaires et 60 employés ont été nommés | FCFA200 millions ajoutés dans la LFR pour réfection bâtiment, et équipement + FCFA 925 millions ont été alloués par la Présidence. | | | Documents montrant les moyens disponibles et le niveau de recrutement | OFNAC | Banque Mondiale | |
| | Rendre fonctionnelles toutes les chambres créées à la CC | | | | | Décret de nomination des Présidents de chambres et plans d'apurement des comptes de gestion de l'Etat et des Collectivités locales – | Cour des comptes | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|-------------------------|--|---------|---------|---------|---------|--|--|-----|--|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | | | | | | examen continu des lois de règlements déposées. | | | |
| | Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports de la cour des comptes | | | | | | BCS/Primature, Cour des comptes | | Le suivi relève de l'Exécutif à travers le Bureau de coordination et de suivi (BCS/Primature) dépendant de l'IGE La revue des recommandations est faite par la Cour en cas de contrôle répété pour l'entité |
| | Poursuite de la mise en œuvre du plan d'apurement des retards dans le jugement des comptes de gestion, notamment les trois grands comptes (TG, RGT et PGT) | 76% | 80% | | | 80% du passif a été instruit avec production d'arrêts provisoire. Achèvement prévu en fin décembre 2015 pour les comptes de 2009 à 2012 | Cour des comptes | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|--|---|---|---|---|---|--|---------------------------------|-----------------|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| Améliorer l'efficacité et l'efficacité du suivi du secteur para public | Mise en œuvre du Plan de restructuration des agences et structures assimilées | | Validation du plan d'actions de mise en œuvre du plan de restructuration par la Commission. | Evaluation financière du coût total du Plan d'actions de mise en œuvre du plan de restructuration et validation du chronogramme de réalisation. | Validation par les autorités du plan d'action évalué et soumission aux PTFs pour appui au financement | Plan d'actions de mise en œuvre du plan de restructuration évalué et validé. Plan d'actions soumis au PTFs. Les rapports de restructuration, de fusion ou de dissolution déposés <i>Nombre d'agences supprimés et/ou fusionnées</i> | BOM/DSP | Banque Mondiale | |
| | Signature de contrat de performance avec l'ensemble des agences et entreprises publiques ou structures parapubliques | Signature de six (6) CDP avant la fin du premier trimestre 2015. | Cinq (5) nouveaux CDP ont été signés avec des hôpitaux | Dix (10) nouveaux CDP sur financement du PARFP/Banque mondiale | | Contrats signés | DSP/DGCPT | Banque Mondiale | |
| | Adoption d'un décret définissant un nouveau régime financier pour les agences et établissements publics, y compris les hôpitaux | Les autorités ont travaillé sur un nouveau régime financier pour les agences, établissements publics et organismes assimilées | | Approbation des textes d'application comme la nomenclature budgétaire | | Décret signé | DSP/DGCPT | Banque Mondiale | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|--|--|---|---|---|---|---|---------------------------------|-----|---|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | Mise en œuvre des dispositions du décret portant encadrement des salaires du personnel des agences | | Finalisation et adoption du projet de décret par la Commission d'Evaluation des agences et transmission pour signature. | Signature du décret et mise en application par les agences | | Application des dispositions du décret | BOM/DSP | | |
| | Mise en œuvre de l'arrêté fixant le minima et le maxima de la rémunération du personnel cadre et d'exécution | | Elaboration et signature du projet d'arrêté | Mise en application de l'arrêté par l'ensemble des agences et structures assimilées | | Arrêté signé Grille de salaires respectent les normes fixées | DSP/DGCPT | | |
| | Mise en place du compte unique du Trésor, y compris pour la trésorerie des agences | | | | | Nombre de comptes bancaires non conformes aux dispositions réglementaires clôturés | DGCPT | | |
| Gouvernance économique et financière | | | | | | | | | |
| Améliorer l'accès du public à l'information | Publication sur un site web des documents de la liste en annexe à la matrice ACAB | | | | | | DGPPE/UCSPE | | L'annexe de l'ACAB devrait être transmise en même temps que la matrice de l'ACAB pour permettre d'avoir une idée des documents à publier. |
| | Publication sur un site web des rapports de la DGF liés au code sur la transparence | Rapport d'exécution budgétaire du dernier trimestre 2014. | Rapport d'exécution budgétaire du premier trimestre 2015. | Rapport d'exécution budgétaire du deuxième trimestre 2015. | Rapport d'exécution budgétaire du troisième trimestre 2015. | Document envoyé à l'Assemblée pour l'information des députés et publication sur le site web de la DGF | DGF | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|-------------------------|---|--|--|---------|---------|---|---------------------------------|-----|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | | | | | | http://www.dgf.finances.gouv.sn | | | |
| | Mesure continue : Accessibilité de la documentation concernant les projections de recettes et orientations de dépenses articulées autour des principaux programmes publics | DPPD 2015-2017 des 31 ministères élaborés et validés | DPBEP 2016-2018 validé et tenue du DOB en juin 2015 | | | DPBEP 2016-2017 adopté en conseil des ministres et passé au DOB en juin 2015 | DGF, DGPPE, DGD, DGID et DGCPT | | |
| | Arbitrage pour les prévisions de recettes en 2014 et 2015 | | Arbitrage sur les prévisions de recettes et notification des enveloppes budgétaires triennales aux ministères et Institutions. | | | | DGF, DGPPE, DGD, DGID et DGCPT | | |
| | Mesure continue : Publication des rapports annuels 2013 et 2014 de la cour des comptes dans le délai défini par la loi | | Publication du rapport public de 2013 en fin juin 2015. | | | Fréquence de publication des rapports annuels de la cour des comptes | Cour des comptes | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|--|--|--|--|--|--|---|---------------------------------|-----|--|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | Mesure continue : Publication d'un rapport sur les dépenses des entités autonomes | Publication 4 ^{ième} trimestre 2014 des rapports sur l'exécution budgétaire des agences, EP et Structures Assimilées Rapport sur l'endettement des entreprises du secteur parapublic (SP) Rapport sur les entreprises du SP | Publication 1 ^{er} trimestre 2015 des rapports sur l'exécution budgétaire des agences, EP et Structures Assimilées Rapport sur l'endettement des entreprises du secteur parapublic (SP) Rapport sur les entreprises du SP | Publication 2 ^{ième} trimestre 2015 des rapports sur l'exécution budgétaire des agences, EP et Structures Assimilées Rapport sur l'endettement des entreprises du secteur parapublic (SP) Rapport sur les entreprises du SP | Publication 3 ^{ième} trimestre 2015 des rapports sur l'exécution budgétaire des agences, EP et Structures Assimilées Rapport sur l'endettement des entreprises du secteur parapublic (SP) Rapport sur les entreprises du SP | | DGCPT/DSP | | |
| | Mise en place d'un Observatoire du secteur parapublic (les agences, les EP et les EPIC) | Présentation des fonctionnalités du logiciel et formation des techniques et fonctionnels Achat de serveur de test | Chargements des données sur les états financiers clôturés pour les besoins de test | Chargements des données sur les états financiers clôturés pour les besoins de test Formation des fonctionnels Tests d recettes | Tests de recettes et validation | <i>Observatoire du secteur parapublic créé</i> | DGCPT/DSP | | |
| | Mesure continue : Publication Bulletin sur la Dette Publique de la DGCPT | Publication bulletin statistique sur l'endettement public du 4 ^{ième} trimestre de 2014 | Publication bulletin statistique sur l'endettement public du 1 ^{er} trimestre de 2015 | Publication bulletin statistique sur l'endettement public du 2 ^{ième} trimestre de 2015 | Publication bulletin statistique sur l'endettement public du 3 ^{ième} trimestre de 2015 | <i>Fréquence de publication du bulletin sur la dette publique (trimestrielle)</i> | DGCPT/DSP | | |
| Renforcer l'efficacité et l'efficience de la gestion budgétaire et financière de l'État | Définir une stratégie pour la finalisation du processus de numérisation du cadastre foncier | | | | | | DGID | | A voir avec le Cadastre de la DGID. Le PAGEF qui a aidé à la première phase est reconduit par le Bailleurs de fonds. |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|-------------------------|---|--|---|---------|--|------------------------|---------------------------------|-----|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | <p>Les mesures suivantes sont envisagées pour la période allant d'octobre 2015 à décembre 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Elaboration des actes de gestion dans le dispositif du fichier unifié ; -Réalisation de l'audit physique et biométrique du personnel des agences et des universités ; -Mise en place d'un portail d'accès au dossier des agents de l'Etat | | | | <ul style="list-style-type: none"> -Etude sur l'intégration des actes de gestion au fichier unifié -Etudes pour la réalisation de l'audit physique et biométriques du personnel des agences et des universités -Etudes pour la mise en place d'un portail d'accès au dossier des agents de l'Etat | Rapport d'études | ADIE/MEFP | UE | |
| | <p>Réalisation de l'Etude de faisabilité de la déconcentration de l'ordonnancement et préparer un programme d'activités pour sa réalisation</p> | <p>L'étude a été reprise par un groupe de travail composé d'agents de l'ordonnancement et du COF pour mieux l'adapter.</p> | <p>Le compte administratif de 2014 est en cours d'élaboration</p> | | <p>Encadrement par un texte réglementaire le processus de déconcentration de l'ordonnancement : Un décret conférant le pouvoir d'ordonnancement aux ministres dont les départements sont concernés par la phase test sera pris sur proposition du MEFP.</p> | Rapport d'étude Décret | DGF | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|---|--|--|---|---|---------|---------------------|---------------------------------|-----|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | <p>Systematisation des échanges d'informations entre la DGD et la DGID.</p> | <p>Pour cette année la DGD a déjà désignée ses membres et un plan de contrôle a été élaboré et validé.</p> | <p>L'analyse de faisabilité techniques des interfaces et stratégie de mise en œuvre sur Financement BAD est en bouclage. Se pose le problème du financement des équipements informatiques complémentaires à mettre en place pour l'opérationnalisation de la plate forme d'échanges. Sur Instruction du SG, chaque structure devra financer ses équipements dans son fonds d'intervention pour permettre au cabinet d'implémenter la solution technique préconisée.</p> | | | | DGD, DGID et DGCPT | | |
| | <p>Application effective du décret sur le NINEA pour astreindre toutes les régies de recettes et la DGF à considérer comme seule référence du contribuable le NINEA.</p> | <p>Interconnexion effective mais réponse d'attente création d'un NINEA encore très long.</p> | <p>Une étude d'amélioration de la plateforme est en cours pour permettre de supporter en simultané, des utilisateurs multiples du NINEAWEB.</p> | | | | ANSD | | |
| <p>Renforcer le pilotage et la gouvernance économique et sociale</p> | <p>Actualisation de la SNEEG et définition d'un plan d'action pour</p> | <p>L'atelier de lancement du processus a lieu le 23 Février 2015.</p> | <p>Les ateliers thématiques et régionaux d'orientation tenus. Les ateliers de synthèse</p> | <p>L'exercice sera terminé en mi-juillet. Le document de la SNEEG révisée 2015-</p> | | | DEEG/MFFE | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|-------------------------|---|---|--|---|---|---|--------------------------------------|-----|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | <i>l'intégration du genre dans les politiques publiques</i> | | des contributions régionales auront lieu du 26 Mai au 6 juin 2015. Le processus d'élaboration des contributions au niveau sectoriel est en cours | 2025 assortie d'un plan d'action 2015-2020 pour l'institutionnalisation du genre est élaboré et disponible. | | | | | |
| | <i>Mettre en place un dispositif intégré de suivi et évaluation des politiques publiques</i> | Tenue du conseil présidentiel sur le suivi-évaluation du PSE | Signature du décret n°2015-679 de la 26/05/15 portant création d'un cadre harmonisé de suivi-évaluation (CASE) des politiques publiques | | | Décret signé | Primature | | |
| | Faire l'évaluation ex-ante de tout nouveau projet à inscrire au PTIP en intégrant des indicateurs liés à l'emploi, à l'environnement et au genre | Mise en application du guide d'évaluation des projets à inscrire au PTIP | | Pour 2015, 10 projets ont été sélectionnés du PTIP. L'évaluation va être faite par la DPN et les CEP des ministères concernés sous l'encadrement du Consultant. | | Rapports d'évaluation | DGPPE/DP | | |
| | Renforcement du système de production de statistiques et d'indicateurs liés à l'emploi. L'ANSD va mettre en place un dispositif de collecte pour renseigner régulièrement les indicateurs liés à l'emploi. Il est prévu de réaliser en 2015 une enquête nationale sur l'emploi pour | Les méthodologies et outils de collecte de l'enquête nationale sur l'emploi au Sénégal ont été partagés et validés par les acteurs du secteur de l'emploi | Le rapport sur les statistiques du travail pour l'année 2014 va être publié. Le cabinet chargé de l'accompagnement de la mise en place du système d'information sera recruté. Développement de l'entrepôt de données | Dans le cadre de l'enquête emploi de l'ANSD, la formation des formateurs et des superviseurs régionaux a été faite au mois d'avril 2015. Les enquêteurs ont été formés en mai dans toutes les régions du Sénégal. La collecte des données va débuter au mois de juin 2015. Poursuite du développement de l'entrepôt de données. | Le rapport sur l'emploi sera disponible. Les données de l'enquête emploi seront disponibles. Elaboration du schéma directeur statistique et informatique du système d'informations sur l'emploi. Tests et mise en service de l'entrepôt de données. | Le rapport sur les statistiques du travail pour l'année 2014 est disponible. Le rapport sur l'emploi est disponible. Les données de l'enquête emploi sont disponibles. Le schéma directeur statistique et informatique du SIE est disponible. | Direction de l'emploi et ANSD | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|-------------------------|--|---------|---------|--|---------|--------------------------------|---------------------------------|-----|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | ensuite passer à un dispositif trimestriel de collecte. Les études de mise en place, ainsi que le schéma directeur statistique et informatique du système d'information seront réalisées. Sur la base du recensement général de l'habitat et de l'enquête emploi, un entrepôt de données sur l'emploi est en cours de construction et accessible pour tous les utilisateurs. | | | | | | | | |
| | Adoption par le Conseil des Ministres du décret portant mise en place de l'Observatoire National de l'Emploi | | | Le décret sera réétudié et remis dans le circuit | | L'observatoire créé par décret | Direction de l'emploi | | |

| Objectifs à moyen terme | 2015 | | | | | | Suivi - Structures Responsables | PTF | Commentaires |
|-------------------------|--|--|---|--|---------|--|---------------------------------|-----|--------------|
| | Mesures et actions | Réal-T1 | Réal-T2 | Prév-T3 | Prév-T4 | Indicateurs/Preuves | | | |
| | Mise en place d'un Registre fichier unifié des données du personnel de l'Etat intégrant les fichiers de la Direction de la fonction publique – la solde et les Services d'administration de personnel à statuts spéciaux (magistrat, militaires et paramilitaires) | Reprise des données concernant les actes d'administration des agents de l'Etat | Reprise des données concernant les actes d'administration des agents de l'Etat. Signature de l'arrêté de mise en application de la nomenclature unifiée. | Intégration des structures restantes à l'intranet administratif. Mise en application de la signature électronique. Interfaçage des applications GIRAFE et MIRADOR. Mise à disposition d'outils de reporting. Mise à jour de la nomenclature unifiée. | | Mise en production du fichier unifié. Rapport d'études. | ADIE/MEFP | | |